

## Alba BLANCO, communiste catalane : « Notre objectif : une république des peuples d'Espagne »

*Licenciée en Sciences Politiques de l'Université autonome de Barcelone (UAB) et de l'Université de La Havane dans la spécialisation Amérique Latine, Alba Blanco est responsable des relations internationales de l'organisation "Communistes de Catalogne" ainsi qu'assistante au Parlement catalan. Elle a bien voulu répondre à nos questions à propos de la problématique récemment apparue autour des mouvements autonomistes à la veille des élections de ce 21 décembre (dont nous commentons les résultats en page 5 de cette édition)*

**Le Drapeau Rouge.** - Ces derniers temps, les relations entre la Catalogne et l'Espagne ont connu pas mal de tensions. Pouvez-vous nous donner un bref aperçu de l'histoire récente de ces controverses et conflits ?

**Alba Blanco.** - L'histoire des controverses et disputes entre la Catalogne et l'Espagne, est très ancienne et riche en épisodes. Pour rester dans un passé récent, disons qu'au fur et à mesure que le pays s'éloignait de l'héritage franquiste, la rigidité autoritaire du gouvernement de Madrid s'est atténuée et c'est ainsi que la Catalogne a pu accéder à l'autonomie en 1980 au sein d'une Espagne dont la Constitution dit, dans son premier article, qu'elle est « indissoluble ». Plus tard, en 2006 sous le gouvernement du socialiste Rodriguez Zapatero, un statut d'autonomie quelque peu renforcé fut accordé à la Catalogne notamment sur le plan fiscal, de l'administration de la justice et de la reconnaissance du concept de *nation* s'appliquant à cette communauté. En

2010, le Parlement catalan composé de trois partis, à savoir le PSC, (PSOE en Catalogne), ICV (Gauche Unie en Catalogne) et ERC. (Ezquerra Republicana de Catalunya) a voté l'approbation de ce nouveau Statut d'Autonomie au moyen d'un processus où, dans le préambule de ce texte officiel, on a défini la Catalogne comme une nation confirmant ainsi la dénomination acquise en 2006. Cette consécration avait été largement ratifiée par référendum par le peuple catalan.

Ces avancées furent acceptées d'abord par le Congrès des députés à Madrid et entérinées par le gouvernement central. Par après, le PP saisit le Tribunal Constitutionnel espagnol qui lui donna raison quant à son « inconstitutionnalité ». L'avis négatif du Tribunal Constitutionnel annulait dans les faits les acquis du Statut d'autonomie et fut le résultat évident d'un geste politique fort. En effet, le Parti Populaire (alors sous l'influence d'Aznar et aujourd'hui de Rajoy) représente la droite monarchiste espagnole et le Tribunal Constitutionnel est connu pour sa composition franchement conservatrice. Cette révocation peut être considérée comme un des moments clés qui ont favorisé le retour du nationalisme sectaire qui caractérise le mouvement dirigé par Carles Puigdemont.

**Le DR.** - C'est donc Madrid qui ajoutait de l'huile au feu ?

**A. B.** - Cette décision était de nature à empêcher une vision plurinationale de l'Etat espagnol où les territoires considérés comme des « nationalités historiques », n'étaient pas reconnus au même titre et aux mêmes conditions d'égalité au sein de la nation espagnole. Suite à cette mutilation du Statut d'Autonomie, la Catalogne s'est réveillée avec un senti-

ment national, voire nationaliste, très fort et avec une tendance à se développer, alors que le soutien à l'indépendance ne dépassait traditionnellement pas 15 % dans la population. C'est ainsi qu'en 2012 plus d'un million de personnes descen-

dent dans les rues de Barcelone pour protester contre les mesures venant de Madrid dans ce qui fut une des plus grandes manifestations que la Catalogne ait connues.

Les secteurs de la bourgeoisie catalane qui, par tradi-

tion, étaient plutôt catalanistes mais pas indépendantistes, effectuent alors un virage en faveur de l'indépendance en initiant un processus, (en catalan « el procés ») devant déboucher sur une rupture unilatérale avec l'Espagne utilisant comme leitmotiv la formulation « l'Espagne nous vole ». Cette accusation se fonde sur le fait que la Catalogne étant la région, de loin, la plus riche du pays sa contribution au budget du pays est, en raison de sa proportionnalité, plus importante.

Ce « procès » a servi à la bourgeoisie catalane d'instrument pour cacher ses politiques antisociales et justifier l'austérité imposée à la population, en particulier à ses segments les plus défavorisés. Politiques aggravées depuis la crise de 2008. Dans ce contexte, leur discours – qui a paru convaincant à presque la moitié de la population catalane – consiste à dire que si la Catalogne était indépendante, les coupes sociales et l'austérité seraient moindres.

**Le DR.** - Beaucoup s'accordent sur le fait que les orientations essentielles des politiques de l'Espagne (comme celles du reste des pays membres de la zone euro) sont déterminées par l'Union européenne. Les indépendantistes sont clairement « européistes » ; alors, en quoi les

